



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

entreprises en difficulté

Question au Gouvernement n° 440

Texte de la question

AVENIR D'EADS

M. le président. La parole est à M. Pierre Cohen, pour le groupe socialiste.

M. Pierre Cohen. Monsieur le Premier ministre, dès votre arrivée au Gouvernement, vous avez décidé de ne pas faire de l'emploi votre priorité. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Peu à peu, méticuleusement, vous avez réussi à casser tous les dispositifs qui permettaient d'inverser la courbe du chômage.

M. Yves Nicolin. N'importe quoi !

M. Pierre Cohen. Les Français, en complet désaccord avec vos orientations sur l'emploi, n'accordent aucun crédit à cette politique.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Pierre Cohen. Ils ont raison, car c'est au MEDEF et à sa logique libérale, qui mise sur des licenciements massifs pour assurer des profits aux actionnaires, que vous avez accordé votre priorité. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

La remise en cause de la loi de modernisation sociale, qui visait à encadrer les plans de licenciements, en est certainement le meilleur symbole.

M. Yves Nicolin. Blabla !

M. Pierre Cohen. Ce ne sont pas non plus vos déclarations médiatiques pour dénoncer des chefs d'entreprise voyous qui suffisent à masquer votre laisser-faire au regard des plans massifs de licenciement.

L'actualité montre encore aujourd'hui que les incantations ne suffisent plus. Ainsi, l'annonce d'un nouveau plan de restructuration s'accompagnant de 1 700 suppressions d'emplois dans la branche espace d'EADS d'ici à 2005 ravive les inquiétudes, en particulier à Astrium - et je ne parle pas de ce qui se passe à Alcatel Space. Ce nouveau plan vient en effet s'ajouter à celui qui avait déjà été annoncé l'an dernier à Astrium et qui comportait la suppression de 1 600 postes.

M. Yves Nicolin. La question !

M. Pierre Cohen. Le géant européen de l'aéronautique et de l'espace a précisé à Munich que ces mesures rapporteraient 285 millions d'euros par an. C'est une honte !

M. Bernard Roman. Scandaleux !

M. Yves Fromion. Mieux vaudrait sans doute aggraver le déficit ?

M. Pierre Cohen. Monsieur le Premier ministre, l'Etat est actionnaire d'EADS, il ne faut pas l'oublier.

D'aucuns reconnaissent que le secteur spatial traverse une mauvaise période et qu'il serait très grave, pour la

France et pour l'Europe, d'abandonner ce domaine aux Américains.

M. Bernard Roman. Le Gouvernement est responsable !

M. Pierre Cohen. Il s'agit là, vous le savez, d'un secteur stratégique dont le savoir-faire technologique doit être préservé pour maintenir notre pays au meilleur niveau international et assurer sa position de leader au niveau européen.

Dans ces conditions, monsieur le Premier ministre, n'est-il pas temps d'engager une véritable politique industrielle, dégagée de toute influence du MEDEF ?

M. le président. Posez votre question, monsieur Cohen, cela évitera que M. Nicolin ne vous interrompe à nouveau.

M. Pierre Cohen. Je vais donc poser ma deuxième question, monsieur le président.

Quelles sont, monsieur le Premier ministre, vos propositions concrètes et immédiates pour enrayer ce gâchis et soutenir l'un des plus beaux fleurons de notre économie ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. Lucien Degauchy. C'est nul !

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée à l'industrie. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Mme Nicole Fontaine, ministre déléguée à l'industrie. Monsieur le député, EADS est une formidable réussite à la fois industrielle et commerciale, française et européenne. Nul ne peut le contester, et la France est en droit d'en être fière, notamment pour ce qui est de la compétitivité des avions Airbus, dont la production dépasse très largement celle de Boeing, en dépit d'une concurrence féroce des Etats-Unis.

Malgré cela, nous devons constater qu'un certain nombre de difficultés se présentent, notamment depuis les tragiques événements du 11 septembre 2001, qui ont fragilisé le secteur de l'aéronautique.

La crise des télécommunications a également atteint le secteur des satellites. Ainsi le secteur de l'aérospatiale est exposé, en dépit de la poursuite du programme Hélios, qui permettra à Astrium de continuer ses activités. Dans ce contexte, nul ne peut reprocher à EADS d'anticiper. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)* Nul ne peut lui reprocher de viser résolument deux objectifs,...

M. Bernard Roman. Ce n'est pas le problème !

Mme la ministre déléguée à l'industrie. ... d'une part, assurer en 2004 l'équilibre du secteur spatial, fragilisé également par l'échec d'Ariane V, et, d'autre part, porter très haut les ambitions pour l'avenir du groupe au niveau européen.

Les nécessaires restructurations d'équilibre et les réductions d'effectifs annoncées par ce groupe devront s'accompagner des mesures de reclassement et d'accompagnement les plus adéquates.

M. Bernard Roman. Comme pour Metaleurop !

Mme la ministre déléguée à l'industrie. Le Gouvernement y veillera. En effet, ce qui est en cause, c'est la pérennité de ce grand groupe européen et de toutes celles et tous ceux qui s'y investissent avec passion. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : [M. Pierre Cohen](#)

Circonscription : Haute-Garonne (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 440

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 mars 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 12 mars 2003